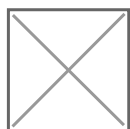


L'assassinat de Haniyeh et la mascarade diplomatique d'Israël

Description

Par Belal Shobaki, Tariq Kenney-Shawa, Fathi Nimer, le 7 août 2024



Ismail Haniyeh (image APA)

Ismail Haniyeh, président du bureau politique du Hamas, a été assassiné le 31 juillet 2024 au cours de l'annonce de son investiture en tant que nouveau président iranien. Bien que le régime israélien n'ait pas encore revendiqué l'opération, cet assassinat ciblé s'inscrit dans une longue série d'assassinats de dirigeants politiques palestiniens par les forces israéliennes. En tant que chef politique, Haniyeh était une figure publique clé du Hamas. Fait important, il était également le principal négociateur du Hamas pour les pourparlers actuels sur le cessez-le-feu, alors qu'Israël poursuit son génocide dans la bande de Gaza. En effet, la présence de Haniyeh au Qatar lui permettait de représenter les Palestiniens au niveau international. Son assassinat montre que le régime israélien n'est pas intéressé de sitôt par un cessez-le-feu. Il soulève également des questions sur l'avenir du Hamas et sa légitimité opérationnelle.

Dans cette table ronde, les analystes de Al-Shabaka Belal Shobaki, Tariq Kenney-Shawa et Fathi Nimer donnent leur avis sur l'impact de l'assassinat de Haniyeh. Ils réfléchissent à l'avenir du Hamas, à l'impulsion derrière l'opération et à ses conséquences régionales plus larges, en les plaçant dans le contexte historique de la soi-disant diplomatie israélienne.

Implications pour le Hamas : Un défi maîtrisable

Belal Shobaki

L'assassinat de Haniyeh a soulevé de nombreuses questions sur l'avenir du mouvement islamique et son impact sur l'ensemble de la région. Cette brève analyse traitera de l'impact de l'assassinat de Haniyeh sur l'état organisationnel du Hamas.

Il est important de noter qu'Israël a toujours eu recours à l'assassinat de nombreux dirigeants palestiniens, y compris au sein du Hamas. La pratique consistant à tuer ou à emprisonner des dirigeants du Hamas a atteint son apogée lors de la deuxième Intifada, au cours de laquelle le mouvement a perdu de nombreuses figures éminentes et expérimentées. Les cofondateurs du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine et le docteur Abdel Aziz al-Rantisi, ont notamment été tués en 2004. D'autres sont des dirigeants de haut rang, comme Ismail Abu Shanab en 2003 et, plus tard, Saeed Siam en 2009, ainsi que Saleh al-Arouri au début de cette année. Outre ces exécutions

extrajudiciaires, les forces israéliennes ont emprisonné un grand nombre de personnalités politiques de premier plan au fil des décennies.

Il est important de noter que si le mouvement a inévitablement ressenti la perte de ces personnes, l'impact qu'Israël a cherché à avoir sur la structure et la cohésion organisationnelle du Hamas a été limité. En effet, le Hamas est sorti de la seconde Intifada plus populaire et plus uni que jamais. Cette progression est reflétée dans les résultats des élections législatives de 2006, où le mouvement a remporté la majorité des sièges du conseil, ainsi que dans le renforcement de ses capacités militaires, comme en témoignent les nombreuses opérations lancées par le Hamas au cours de l'année écoulée.

Cette cohésion et cette capacité à pivoter dans l'adversité sont largement dues à la structure décisionnelle du Hamas, qui fonctionne sur une base centralisée. Le chef du bureau politique, par exemple, fonctionne comme un représentant du mouvement plutôt que comme un décideur unique, et les décisions au sein du mouvement doivent généralement passer par la structure du Conseil de la Choura du Hamas. Ainsi, l'absence soudaine ou l'incapacité d'un dirigeant n'affecte pas fondamentalement le processus de prise de décision. En outre, le Hamas a démontré qu'il était toujours capable de surmonter les obstacles qui peuvent exister en matière de communication entre les organes de décision situés en Cisjordanie, à Gaza, dans les prisons israéliennes et dans la diaspora.

La nomination d'un futur chef du bureau politique du Hamas par la mise en œuvre complète des procédures standard aurait probablement été impossible en ce moment – en particulier en ce qui concerne les aspects pratiques de l'organisation d'élections dans le contexte du génocide en cours à Gaza et de la répression totale des activités en Cisjordanie. Au lieu de cela, le Hamas a choisi Yahya Sinwar, le chef du mouvement à Gaza, comme successeur de Haniyeh pour le moment. La nomination de Sinwar est susceptible d'être acceptée par la base la plus large du mouvement, à la fois en raison d'un soutien général accru et de l'éducation politique des membres, qui met l'accent sur l'acceptation des décisions du parti et la loyauté à leur égard. En effet, l'assassinat de Haniyeh est susceptible d'accroître la crédibilité de la direction du Hamas, tant auprès de ses membres que de l'ensemble de ses partisans. Nombreux sont ceux qui pensent que son assassinat, ainsi que le récent assassinat de sa famille à Gaza par les bombardements israéliens, reflètent la façon dont les dirigeants restent profondément liés à la réalité à laquelle sont confrontés les Palestiniens sur le terrain. Ce désir d'ancrer le leadership à Gaza est une préoccupation centrale du Hamas depuis des années, et a joué un rôle crucial dans la sélection de Sinwar comme chef du Hamas à Gaza en 2017. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit toujours d'une considération essentielle alors qu'il succède aujourd'hui à Haniyeh.

Dans l'ensemble, il est peu probable qu'il y ait de vastes changements au sein du Hamas à la suite de ce dernier assassinat. Le mouvement est principalement régi par un ensemble de règles, de principes et de fondements, et peut donc pivoter rapidement en fonction de l'évolution de la situation. Les changements que nous avons observés précédemment ont souvent été progressifs, avec des étapes comparatives, telles que la participation aux élections de 2006 et l'annonce de la nouvelle charte politique en 2017. Par conséquent, tout changement potentiel dans les orientations du mouvement ne découlera pas de l'assassinat de Haniyeh ou d'autres dirigeants, mais plutôt de nouvelles expériences politiques, de l'accumulation d'expertise et de processus continus d'étude et de consultation.

Les véritables objectifs d'Israël : La guerre régionale et l'assujettissement de Gaza

Tariq Kenney-Shawa

Depuis des décennies, les services de renseignement israéliens ont acquis la réputation d'être capables d'assassiner des dirigeants palestiniens lors d'opérations secrètes menées à des centaines de kilomètres de là, de la Tunisie à l'Iran. Cette réputation est rendue possible par l'énorme asymétrie de pouvoir que leur confère le soutien inconditionnel du pays le plus puissant du monde. Ainsi, si l'effronterie de la dernière série d'assassinats commis par Israël est choquante, elle ne devrait pas être une surprise. Les dirigeants israéliens n'ont jamais caché leur intention de tuer toute personne affiliée de près ou de loin au Hamas, que ce soit à Gaza ou à l'étranger, et Ismail Haniyeh figurait en tête de leur liste.

Certains analystes ont suggéré que l'assassinat par Israël de Haniyeh, du commandant du Hezbollah Fuad Shukur et, prétendument, de Mohammed Deif pourrait fournir à Netanyahu et sa coalition extrême droite une « rampe de sortie » à partir de laquelle ils pourraient mettre fin à la guerre selon leurs conditions. Toutefois, cette conclusion découle d'une mauvaise interprétation des véritables objectifs d'Israël. La violation flagrante de la souveraineté iranienne par Israël est une humiliation pour les services de renseignement iraniens ainsi que pour son nouveau président qui a confirmé ce que les Palestiniens ont mis en garde depuis longtemps : Israël n'a aucun intérêt à un cessez-le-feu à Gaza. Alors qu'Israël présente ses objectifs comme la « destruction totale » du Hamas et la libération des otages, son véritable but est la mobilisation régionale contre l'Iran et l'assujettissement complet des Palestiniens de Gaza.

Si l'on avait l'impression qu'Israël souhaitait obtenir un cessez-le-feu, la décision de tuer l'homme avec lequel il négocierait devrait suffire à mettre fin à cette thèse. En tuant Haniyeh dans la capitale iranienne, Israël savait que le régime iranien serait obligé de réagir. Israël a également agi avec le soutien inconditionnel et apparemment illimité de l'administration Biden, qui a prouvé maintes reprises son empressement non seulement à fournir à Israël un flux ininterrompu d'armes et un soutien diplomatique inflexible, mais aussi à mobiliser activement le personnel, les ressources et les États vassaux régionaux des États-Unis pour assumer le fardeau de la défense d'Israël. En d'autres termes, lorsque l'Iran et le Hezbollah riposteront et que la situation dégènera en une conflagration régionale plus large, Israël pourra agir en toute confiance, sachant que les États-Unis se tiendront à ses côtés. En conséquence, Israël bénéficierait d'un revirement des États arabes voisins contre l'Iran et d'une opportunité de porter un coup douloureux aux capacités défensives et offensives de l'Iran, le tout avec la bénédiction de Washington.

Plus important encore, une guerre régionale permettrait à Israël de prolonger le génocide à Gaza et de franchir de nouvelles étapes vers son objectif à long terme, à savoir l'assujettissement total des Palestiniens. Au cours des prochains mois, des dizaines de milliers de Palestiniens supplémentaires mourront de faim et de maladie en raison des restrictions israéliennes continues sur l'aide humanitaire à Gaza et de la destruction quasi-totale des infrastructures sanitaires. Chaque jour qui passe, Netanyahu parvient à « réduire » la population de Gaza. Pendant ce temps, la campagne israélienne d'assassinats de masse s'étend bien au-delà des dirigeants du Hamas : les forces israéliennes continuent de massacrer des journalistes, des médecins et des employés municipaux, s'assurant ainsi qu'avec la destruction

d'œuvres et systématique des infrastructures civiles des usines de traitement de l'eau aux côtes il ne restera plus rien aux Palestiniens pour qu'ils puissent revenir. En sabordant encore davantage les espoirs d'un cessez-le-feu, le massacre à Gaza se poursuivra sans relâche, et Israël poursuivra ses efforts pour transformer Gaza, la plus grande prison à ciel ouvert du monde, en un ensemble de camps de concentration hautement sécurisés et surveillés.

La mascarade du travail diplomatique d'Israël Fathi Nimer

L'assassinat de Haniyeh, ainsi que celui de Fuad Shukr, conseiller militaire du Hezbollah, ont apparemment laissé les responsables américains « perplexes ». En effet, les décideurs politiques et les analystes du monde entier se sont demandés comment un cessez-le-feu pouvait être obtenu alors que le régime israélien poursuit son escalade du génocide à Gaza et vient de tuer le négociateur en chef du Hamas. Si ces actions peuvent sembler logiques, elles reposent sur l'hypothèse erronée que Israël souhaite en premier lieu un accord de cessez-le-feu négocié avec le Hamas.

En réalité, la mascarade de ces dernières négociations s'inscrit dans une longue tradition d'agitation diplomatique servant de couverture aux plans pré-déterminés d'Israël. Ces efforts visent principalement à créer l'illusion que tout est mis en œuvre pour parvenir à une solution négociée et diplomatique à toute escalade. Ce faisant, les négociations prolongées fournissent à Israël à la fois une couverture et le temps nécessaire pour mettre en œuvre son approche planifiée sur le terrain. Le régime israélien a toujours exploité ces procédures pour atténuer l'impact sur son image s'il décidait d'abandonner complètement la diplomatie.

Les pourparlers de l'escalade parrainés par les États-Unis en 1967, au cours desquels le président égyptien Gamal Abdel Nasser a accepté d'envoyer son vice-président à Washington pour discuter de l'apaisement des tensions et de la réouverture du détroit de Tiran, en sont un exemple frappant. Deux jours avant la réunification, le régime israélien a lancé une attaque surprise contre l'Égypte, réduisant à néant tous les espoirs d'une solution diplomatique. Cette initiative avait choqué jusqu'à leurs alliés américains, auxquels le Premier ministre israélien Levi Eshkol avait assuré que Israël laisserait la diplomatie suivre son cours.

Un schéma similaire est apparu pendant la période des négociations d'Oslo : alors que le régime israélien négociait publiquement avec l'Organisation de libération de la Palestine, il travaillait diligemment en arrière-plan pour augmenter le nombre de colons en Cisjordanie et étendre de manière significative leurs colonies. Ces efforts ont permis de doubler la population de colons en Cisjordanie. L'expansion des colonies pendant les négociations de paix, avant et après Oslo, était tellement habituelle que le secrétaire d'État américain James Baker s'est plaint d'être « accueilli par une nouvelle colonie » à chaque fois qu'il arrivait pour des pourparlers de paix.

En Israël, la façade diplomatique affichée depuis le 7 octobre suit cette même logique et n'est qu'un moyen supplémentaire de légitimer l'action militaire. Cette fiction d'efforts diplomatiques sérieux est entretenue et diffusée par les États-Unis pour couvrir les actions du régime israélien, ainsi que pour apaiser les tensions internationales. Les États-Unis ont à la fois le pouvoir et la possibilité de faire pression sur le régime israélien pour qu'il conclue un accord

de cessez-le-feu, mais ce n'est manifestement pas une priorité pour ces deux pays.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

date création
2024/08/12